

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières

S4

États financiers audités

S5 - S25

Renseignements non audités

S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières

S30

Taux global de taxation réel audité

S31 - S34

Autres renseignements non audités

S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Bertrand, atteste la véracité du rapport financier

de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-01

Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Pontiac qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J' estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Pontiac au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Pontiac inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Janique Ethier, CPA auditrice, CGA
1698 Route 105,
Chelsea, Qc J9B 1P4

DATE 2014-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	4 583 257	4 657 033	4 657 033	4 532 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	317 405	316 693	316 693	317 841
Quotes-parts	3				
Transferts	4	892 147	1 223 761	1 223 761	880 171
Services rendus	5	77 310	70 526	70 526	70 932
Imposition de droits	6	352 500	379 751	379 751	481 396
Amendes et pénalités	7	100	1 925	1 925	
Intérêts	8	101 060	109 838	109 838	101 014
Autres revenus	9		24 793	24 793	124 002
	10	6 323 779	6 784 320	6 784 320	6 508 246
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13				985 665
Autres revenus	14				36 439
Contributions des promoteurs	15				26 746
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17				
	18	6 323 779	6 784 320	6 784 320	1 048 850
					7 557 096
Charges					
Administration générale	19	1 049 375	1 060 345	1 089 738	976 687
Sécurité publique	20	1 573 012	1 578 495	1 649 775	1 558 512
Transport	21	1 760 061	1 873 596	2 040 468	1 895 680
Hygiène du milieu	22	949 882	968 918	1 175 031	1 222 656
Santé et bien-être	23	5 845	4 406	4 406	4 556
Aménagement, urbanisme et développement	24	509 552	479 285	481 701	416 497
Loisirs et culture	25	322 642	272 315	289 785	248 898
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	229 507	283 543	283 543	195 972
Amortissement des immobilisations	28	297 921	493 544	(493 544)	
	29	6 697 797	7 014 447	7 014 447	6 519 458
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(374 018)	(230 127)	(230 127)	1 037 638

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(374 018)	(230 127)	1 037 638
Moins: revenus d'investissement	2	() ()	() ()	1 048 850)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(374 018)	(230 127)	(11 212)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	297 921	493 544	469 446
Produit de cession	5			80 663
(Gain) perte sur cession	6			(18 037)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	297 921	493 544	532 072
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(185 421)	(276 276)	(162 234)
	18	(185 421)	(276 276)	(162 234)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(5 200)	(200 007)	(230 769)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	146 720	146 720	91 792
Excédent de fonctionnement affecté	21	35 000	(5 746)	(82 461)
Réserves financières et fonds réservés	22	84 998	52 633	(116 258)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(109 033)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	261 518	(115 433)	(337 696)
	26	374 018	101 835	32 142
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(128 292)	20 930

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			1 048 850
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	85 000)	(6 168)	(54 984)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	71 619)
Transport	4 (	) (	711 207)	(257 119)
Hygiène du milieu	5 (	) (	132 235)	(339 642)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	5 200)	(6 152)	()
Loisirs et culture	8 (	71 000)	(16 033)	(46 445)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	161 200)	(871 795)	(769 809)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 436 161	135 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	5 200	200 007	230 769
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16	130 000		
Réserves financières et fonds réservés	17	26 000	82 200	121 015
	18	161 200	282 207	351 784
	19		2 846 573	(283 025)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20		2 846 573	765 825

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 430 253	1 452 315	1 350 192
Charges sociales	2	256 358	216 345	224 280
Biens et services	3	2 609 399	2 835 130	2 441 330
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	10 281	253 234	181 787
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	209 226		
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	10 000	30 309	14 185
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 764 612	1 630 898	1 739 654
Autres	10	66 552	70 986	66 362
Autres organismes	11	36 195	29 168	29 879
Amortissement des immobilisations	12	297 921	493 544	469 446
Autres				
-	13	7 000	2 518	2 343
-	14			
-	15			
	16	6 697 797	7 014 447	6 519 458

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	4 583 257	4 657 033	4 532 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	317 405	316 693	317 841
Quotes-parts	3			
Transferts	4	892 147	1 223 761	1 865 836
Services rendus	5	77 310	70 526	70 932
Imposition de droits	6	352 500	379 751	481 396
Amendes et pénalités	7	100	1 925	
Intérêts	8	101 060	109 838	101 014
Autres revenus	9		24 793	187 187
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 323 779	6 784 320	7 557 096
Charges				
Administration générale	12	1 077 412	1 089 738	976 687
Sécurité publique	13	1 640 382	1 649 775	1 558 512
Transport	14	1 855 061	2 040 468	1 895 680
Hygiène du milieu	15	1 038 434	1 175 031	1 222 656
Santé et bien-être	16	5 845	4 406	4 556
Aménagement, urbanisme et développement	17	511 934	481 701	416 497
Loisirs et culture	18	339 222	289 785	248 898
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	229 507	283 543	195 972
	21	6 697 797	7 014 447	6 519 458
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(374 018)	(230 127)	1 037 638
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		8 263 190	7 225 552
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1 883 467)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 379 723	7 225 552
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		6 149 596	8 263 190

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(374 018)	(230 127)	1 037 638
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	161 200 ) (	871 795 ) (	769 809)
Produit de cession	3			80 663
Amortissement	4	297 921	493 544	469 446
(Gain) perte sur cession	5			(18 037)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	136 721	(378 251)	(237 737)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(3 552)	(2 026)
Variation des autres actifs non financiers	10		(44 925)	17 794
	11		(48 477)	15 768
	12	(237 297)	(656 855)	815 669
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(237 297)	(656 855)	815 669
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(5 054 608)	(5 870 277)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(1 883 467)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(6 938 075)	(5 870 277)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(7 594 930)	(5 054 608)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	158 986	416 016
Placements temporaires	2	104 397	3 284
Débiteurs (note 5)	3	1 827 573	3 674 181
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 090 956	4 093 481
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		80 488
Emprunts temporaires (note 10)	11	703 939	3 001 415
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	614 264	697 760
Revenus reportés (note 12)	13	883	25 226
Dette à long terme (note 13)	14	8 366 800	5 343 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	9 685 886	9 148 089
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(7 594 930)	(5 054 608)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	13 544 727	13 166 476
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 849	21 849
Stocks de fournitures	20	20 427	16 875
Autres actifs non financiers (note 17)	21	157 523	112 598
	22	13 744 526	13 317 798
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	6 149 596	8 263 190

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(230 127)	1 037 638
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	493 544	469 446
Autres			
- Débiteur gvt	3	(1 782 354)	(18 037)
-	4		
	5	(1 518 937)	1 489 047
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 846 608	(457 626)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(83 496)	93 484
Revenus reportés	9	(24 343)	24 874
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(3 552)	(2 026)
Autres actifs non financiers	13	(44 925)	17 794
	14	171 355	1 165 547
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(871 795)	(769 809)
Produit de cession	16		80 663
	17	(871 795)	(689 146)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(101 113)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(101 113)	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	3 323 300	135 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(299 700)	(282 100)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 297 476)	(68 236)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	726 124	(215 336)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(75 429)	261 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	338 812	77 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	263 383	338 812

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Pontiac est une municipalité née d'un regroupement en 1975. Elle est régit par le code municipale de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *[consolidés]* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *[par organismes]* présenté aux pages S15 et S16 *[S8 et S9]*, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *[consolidé]* à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 *[S11, S23-1 et S23-2]* et l'endettement total net à long terme *[consolidé]* présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

A) Office municipale d'habitation

L'O.M.H. est un organisme sans but lucratif qui assure le maintien de logements à prix modiques, pour les personnes âgées autonomes.

La Municipalité contribue au financement de cet organisme en payant un montant annuel égal à sa part du déficit annuel de l'organisme. En 2012, la Municipalité a versé une somme de 4 550\$.

B) Muncicipalité Régionale de Compté du Pontiac

La Municipalité est membre de la M.R.C. du Pontiac, organisme régional composé de municipalités. La M.R.C. du Pontiac est responsable de certaines activités à caractère régional.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Municipalité pour 2012 est de 1 739 654\$.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transaction s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisé de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tout les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie:

LA politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements: Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente: Elles sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi selon la méthode linéaire sur des durées de vie utile de 5 à 40 ans.

Les éléments incorporels de sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments

Dépenses reportés: Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une périodes maximales de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec:

Les subventions reçues sont dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation:

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, '' Paiements de transfert''

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3450 Paiements de transfert. Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints, sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	158 986	416 016
Placements temporaires	2	104 397	3 284
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	577 580	523 276
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	5 840	39 950
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	934 505	2 729 946
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	25 044	37 450
Organismes municipaux	8	12 346	47 552
Autres			
-	9	272 258	148 766
-	10		147 241
	11	1 827 573	3 674 181
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	119 866	2 033 236
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	119 866	2 033 236
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	21 754	
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	21 754	
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	143 453	218 900
Salaires et avantages sociaux	38	412 184	426 596
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42	57 919	40 297
-	43	708	2 965
-	44		9 002
-	45		
-	46		
	47	614 264	697 760
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	883	3 125
Transferts	49		22 101
Autres			
-	50		
-	51		
	52	883	25 226
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,95	2017	2033	53	8 366 800	5 343 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	8 366 800	5 343 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	() ()	
					63	8 366 800	5 343 200

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2014	64	72	499 500	80	89	97	499 500
2015	65	73	518 100	81	90	98	518 100
2016	66	74	535 200	82	91	99	535 200
2017	67	75	554 100	83	92	100	554 100
2018	68	76	544 600	84	93	101	544 600
2019 et +	69	77	5 715 300	85	94	102	5 715 300
	70	78	8 366 800	86	95	103	8 366 800
Intérêts et frais accessoires			87	()	104	()	
	71	79	8 366 800	88	96	105	8 366 800

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 582 436	138	89 876	165		192	4 672 312
Eaux usées	111	3 390 873	139		166		193	3 390 873
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	3 198 401	140	691 933	167		194	3 890 334
Autres	113	157 286	141	58 389	168		195	215 675
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 066 824	143	6 168	170		197	2 072 992
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 950 156	145		172		199	1 950 156
Ameublement et équipement de bureau	118	132 256	146	6 152	173		200	138 408
Machinerie, outillage et équipement divers	119	418 266	147	8 279	174		201	426 545
Terrains	120	318 106	148		175		202	318 106
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>16 214 604</u>	150	<u>860 797</u>	177		204	<u>17 075 401</u>
Immobilisations en cours	123	<u>105 795</u>	151	<u>10 998</u>	178		205	<u>116 793</u>
	124	<u>16 320 399</u>	152	<u>871 795</u>	179		206	<u>17 192 194</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	104 095	153	116 808	180		207	220 903
Eaux usées	126	538 710	154	84 771	181		208	623 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	257 673	155	101 970	182		209	359 643
Autres	128	73 866	156	9 216	183		210	83 082
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	728 304	158	51 932	185		212	780 236
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 021 178	160	115 186	187		214	1 136 364
Ameublement et équipement de bureau	133	128 368	161	2 069	188		215	130 437
Machinerie, outillage et équipement divers	134	301 729	162	11 592	189		216	313 321
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>3 153 923</u>	164	<u>493 544</u>	191		218	<u>3 647 467</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>13 166 476</u>					219	<u>13 544 727</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	21 849	21 849
	233	21 849	21 849
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	21 849	21 849

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	89 961	84 386
Frais reportés			
-	237	67 562	17 189
-	238		11 023
	239	157 523	112 598

Note**18. Obligations contractuelles**

A) Chemins d'hiver

i) La Municipalité a signé un contrat, le 18 août 2011 pour l'entretien d'hiver des trottoirs dans le Village de Quyon pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 62 475.33\$ taxes incluses.

ii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur A, le 31 octobre 2011, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 30 814.43\$ taxes incluses.

iii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur B, le 19 septembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 pour un montant total de 264 992.08\$ taxes incluses.

iv) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur C, le 24 septembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 pour un montant total de 237 611.93\$ taxes incluses.

v) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur E, le 14 novembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 180395.78\$ taxes incluses.

vi) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

neige pour le secteur F, le 1 septembre 2010, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 pour un montant total de 266 248.14\$ taxes incluses.

vii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur G, le 29 septembre 2010, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 pour un montant total de 291 217.50\$ taxes incluses.

B) Entretien ménager

i) La Municipalité a signé un contrat pour l'entretien des édifices municipaux, le 1 août 2012, pour la période du 3 juillet 2012 au 30 juin 2015, pour un montant total de 86 227.80\$.

C) Ordures ménagères et matières recyclables

i) La Municipalité a signé un contrat pour la cueillette des ordures et matières recyclables, le 30 avril 2010, pour la période du 1 juin 2010 au 31 mai 2014, pour un montant total de 1 186 892\$ taxes incluses.

D) Entente de services avec la Municipalité de La Pêche

i) La Municipalité a signé une ententes de services avec la Municipalité de La Pêche le 11 décembre 2012, concernant la protection contre les incendies, les services des loisirs et les services de collecte des déchets domestiques dangereux et l'entretien des chemins pour certains territoires spécifiques pour les périodes 2012 à 2015.

E) Contrôle animalier

i) La Municipalité a signé une entente avec la S.P.C.A., le 27 janvier 2009, concernant le service de contrôle animal pour un montant de 19 460\$ avec rajustement annuel représentant la hausse du coût de la vie, pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2011. Cette entente a été renouvelée pour une période de trois ans aux mêmes conditions.

F) Espaces verts

i) La Municipalité a signé une entente pour l'entretien des espaces verts, le 28 avril 2011, pour la période de mi-mai 2011 au 1 novembre 2014, pour un montant total de 56 734.63\$ taxes incluses.

G) Responsabilité de l'accès du gymnase à l'établissement de l'école Notre-Dame-De-La-Joie.

La Municipalité a signé une entente avec Groupe Action Jeunesse, le 24 janvier 2012 concernant la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

responsabilité d'accès du gymnase à l'établissement de l'école Notre-Dame-De-La-Joie pour une somme de 4500\$ pour l'année 2012.

H) Parc Récréatif et patinoire de Luskville

La municipalité a signé un contrat pour la supervision du parc récréatif de Luskville pour 2013 et l'entretien de la patinoire de Luskville pour 2012-2013, pour un montant de 11 200\$.

I) Patinoire Parc Davis

La municipalité a signé un contrat pour l'entretien de la patinoire au parc Davis, pour la période 2012-2013 pour un montant de 6 323.62\$ taxes incluses.

J) Contrat coordination sentier Pontiac

La municipalité a renouvelé son contrat pour la coordination du sentier Pontiac, le 12 janvier 2012, pour l'année 2012, pour un taux horaire de 40.00\$ et des frais de déplacements de 0.50\$ / km.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

En date du présent rapport, une poursuite, concernant une réclamation d'un solde contractuel de 746 513.44\$ est en cours contre la Municipalité mais aucun montant n'a été comptabilisé à payer au 31 décembre 2011 car l'issue de cette poursuite est inconnue. La municipalité est toujours en attente de la date d'audition dans cette affaire.

Une réclamation a été intentée à l'égard du Ministère des Affaires Municipales, de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et de la municipalité de Pontiac réclamant conjointement et solidairement la somme totale de 991 800\$. La requête introductive d'instance a été signifiée aux parties le 3 décembre 2012 mais présentée à la Cour seulement le 14 février 2013 et à cette date elle fut remise au 18 mars 2013. Un échéancier doit être déposé à cet date. Aucun montant n'a été comptabilisé comme dépense au cours de l'exercice car l'issue de cette poursuite est inconnue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

21. Données budgétaires

L'état de résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

N/A

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (11 290)	543 268
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 954 716	774 357
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((109 035)) ()	
Financement des investissements en cours	4 (86 223)	(2 932 796)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 5 183 358	9 878 361
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 6 149 596	8 263 190

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	8 384 417	161 445
-	9	75 085
-	10	1 351
-	11	2 440
-	12	5 272
-	13	7 211
-	14	7 999
-	15	97 094
-	16	4 916
	17 384 417	362 813

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22 81 604	75 000
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 81 604	75 000

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 309 174	58 706
Fonds parcs et terrains de jeux	29 32 462	48 494
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 147 059	229 344
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 488 695	336 544
	39 954 716	774 357

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
- Nouvelles normes	48 (	(109 035)) (
-	49 () (
	50 (	(109 035)) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 (	(109 035)) (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 (	86 223) (
	55	(86 223) (2 932 796)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	13 544 727
Propriétés destinées à la revente	57	21 849
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	13 566 576
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	8 366 800
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (	228 899) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	8 137 901
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	245 317
	68	8 383 218
	69	5 183 358
		9 878 361

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		21 754

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94

	2013	2012

Description du régime

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dette à long terme	1	8 366 800
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	86 223
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	14 622
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	119 866
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 318 535
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	8 318 535
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	8 318 535
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 318 535
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

Déposé le "2014-04-28"

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 387 664	3 457 540	3 380 870
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	233 952	238 201	236 340
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	78 081	78 027	80 468
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 699 697	3 773 768	3 697 678
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	123 174	121 661	115 308
Égout	11	62 019	61 107	64 846
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	698 367	700 497	654 833
Autres				
-	14			
-	15			225
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	883 560	883 265	835 212
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	883 560	883 265	835 212
	26	4 583 257	4 657 033	4 532 890

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	533	533
	31	533	533
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	36 460	36 460
	35	36 460	36 460
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	36 993	36 993
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	280 412	280 848
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	280 412	280 848
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	317 405	317 841

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	275	157	23
Sécurité civile	55		3 723	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	460 927	456 310	458 929
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		144 094	
Traitement des eaux usées	69	61 770	184 802	62 996
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		58 396	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		105 308	
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			167 523
Autres	75	125 975		
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84		15 750	
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			2 500
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	648 947	968 540	691 971

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		26 746
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		958 919
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		985 665

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	243 200	255 221	188 200
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	243 200	255 221	188 200
TOTAL DES TRANSFERTS	139	892 147	1 223 761	1 865 836

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140	299	
Évaluation	141		
Autres	142		
	143	299	
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	26 598	
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	26 598	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	15 000	12 346
Enlèvement de la neige	150		20 806
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	15 000	20 806
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	15 000	39 243
			20 806

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 760	4 005	5 317
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	1 500	2 750	1 350
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	100	4 450	22 128
Hygiène du milieu	190	52 500	17 962	19 765
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	2 450	2 116	1 566
Réseau d'électricité	194			
	195	62 310	31 283	50 126
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	77 310	70 526	70 932
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	82 500	63 729	87 813
Droits de mutation immobilière	198	270 000	280 964	306 847
Droits sur les carrières et sablières	199		26 058	74 586
Autres	200		9 000	12 150
	201	352 500	379 751	481 396
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	100	1 925	
INTÉRÊTS	203	101 060	109 838	101 014
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			18 037
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			36 439
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			26 746
Autres	210		24 793	105 965
	211		24 793	187 187

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	165 590	158 550	159 234	153 041
Application de la loi	2	(90 633)	(90 833)	(90 833)	(110 227)
Gestion financière et administrative	3	749 959	771 258	28 709	799 967
Greffe	4	42 600	43 993	43 993	8 231
Évaluation	5	174 859	174 859	174 859	160 401
Gestion du personnel	6				
Autres	7	7 000	2 518	2 518	1 859
	8	1 049 375	1 060 345	29 393	1 089 738
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 144 272	1 144 272	1 144 272	1 144 382
Sécurité incendie	10	407 540	400 055	471 335	393 338
Sécurité civile	11		13 064	13 064	
Autres	12	21 200	21 104	21 104	20 792
	13	1 573 012	1 578 495	71 280	1 649 775
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 077 141	1 191 235	166 872	1 202 400
Enlèvement de la neige	15	463 355	469 422	469 422	469 480
Éclairage des rues	16	28 600	29 984	29 984	30 885
Circulation et stationnement	17	32 000	26 138	26 138	32 886
Transport collectif					
Transport en commun	18	20 000	20 000	20 000	20 000
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	138 965	136 817	136 817	140 029
	22	1 760 061	1 873 596	166 872	2 040 468
					1 895 680

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout				178 114	105 968
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	76 476	83 570	94 544	176 476
Réseau de distribution de l'eau potable	24	46 588	62 411	24 781	125 883
Traitement des eaux usées	25	42 875	40 734	84 772	22 529
Réseaux d'égout	26	19 095	21 645	758	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	148 423	160 773	160 773	156 865
Élimination	28	297 234	278 573	199	357 740
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	149 423	154 714	154 714	153 290
Tri et conditionnement	30	(3 233)	(908)	(908)	12 291
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33	106 520	91 987	1 059	53 542
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	66 481	75 419	75 419	58 072
	40	949 882	968 918	206 113	1 175 031
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	5 845	4 406	4 406	4 550
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				6
	44	5 845	4 406	4 406	4 556
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	437 552	437 916	2 416	401 651
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49	10 000	7 021		7 469
Autres	50	62 000	34 348	34 348	7 377
Autres	51				
	52	509 552	479 285	2 416	481 701
					416 497

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Pontiac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Janique Ethier, CPA auditrice, CGA
1698 Route 105,
Chelsea, QC.
J9B 1P4

DATE 2014-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		4 657 033
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10	
Revenus de taxes	11		4 657 033

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	4 657 033
Ajouter		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>4 657 033</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>4 657 033</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>579 087 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>587 102 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>583 095 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>4 657 033</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>583 095 100</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [7 | 9 | 8 | 7] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	89 878	328 095
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	702 929	100 092
Ponts, tunnels et viaducs	7		10 140
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		86 564
Parcs et terrains de jeux	10	71 000	9 022
Autres infrastructures	11	42 357	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	85 000	19 909
Édifices communautaires et récréatifs	14		37 422
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		135 872
Ameublement et équipement de bureau	18	5 200	3 425
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 279	39 268
Terrains	20		
Autres	21		
	22	161 200	769 809

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	89 878	328 095
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	702 929	196 796
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	58 389	9 022
Autres immobilisations	33	20 599	235 896
	34	871 795	769 809

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 343 200	3 323 300	299 700	8 366 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	5 343 200	3 323 300	299 700	8 366 800
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	14 622			14 622
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	444 396			444 396
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 850 946			2 850 946
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 309 964			3 309 964
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 033 236	119 866	2 033 236	119 866
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 033 236	119 866	2 033 236	119 866
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 033 236	119 866	2 033 236	119 866
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22		4 936 970		4 936 970
Autres	23				
	24				
	25	2 033 236	5 056 836	2 033 236	5 056 836
	26	5 343 200	5 056 836	2 033 236	8 366 800
Dettes en cours de refinancement					
	27	()			()
	28	5 343 200	5 056 836	2 033 236	8 366 800

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	(90 833)	(90 833)	(109 187)
Évaluation	2	174 859	174 859	160 401
Autres	3	128 428		115 495
Sécurité publique				
Police	4	1 144 272	1 144 272	1 144 382
Sécurité incendie	5	11 746	11 746	(20 930)
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	241 751	236 465	310 639
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	154 389	154 389	138 854
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 764 612	1 630 898	1 739 654

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
1	Cadres et contremaîtres	7,00	32,50	369 256	56 437	425 693
2	Professionnels					
3	Cols blancs	11,00	32,50	376 697	64 498	441 195
4	Cols bleus	13,00	40,00	467 445	80 414	547 859
5	Policiers					
6	Pompiers	26,00	1,00	127 238	7 102	134 340
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8		57,00		1 340 636	208 451	1 549 087
9	Élus	9,00		111 679	7 894	119 573
10		66,00		1 452 315	216 345	1 668 660

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
11	Transport en commun		
	Eau et égout		
12	Approvisionnement et traitement de l'eau potable		
13	Réseau de distribution de l'eau potable	144 094	144 094
14	Traitement des eaux usées	184 802	184 802
15	Réseaux d'égout		
16	Autres	894 865	894 865
17		1 223 761	1 223 761

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immo-bilisations		=	Charges	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
157	Logement social	4 406	172	187	4 406	202	217	4 406	232		4 406	232
158	Sécurité du revenu		173	188		203	218		233			233
159	Autres		174	189		204	219		234			234
160		4 406	175	190	4 406	205	220	4 406	235		4 406	235
Aménagement, urbanisme												
et développement												
161	Aménagement, urbanisme et zonage	437 916	176	2 416	440 332	206	221	440 332	236		440 332	236
162	Rénovation urbaine		177	192		207	222		237			237
163	Promotion et développement économique	41 369	178	193	41 369	208	223	41 369	238		41 369	238
164	Autres		179	194		209	224		239			239
165		479 285	180	2 416	481 701	210	225	481 701	240		481 701	240
Loisirs et culture												
166	Activités récréatives	214 870	181	10 160	225 030	211	226	225 030	241	2 116	222 914	241
167	Activités culturelles	57 445	182	7 310	64 755	212	227	64 755	242		64 755	242
168	Bibliothèques		183	198		213	228		243			243
168	Autres											
169		272 315	184	17 470	289 785	214	229	289 785	244	2 116	287 669	244
170			185	200		215	230		245			245
171		6 237 360	186	493 544	6 730 904	216	231	6 730 904	246	70 526	6 660 378	246
Réseau d'électricité												
												283 543

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1		1 488
Charges sociales	2		208
Biens et services	3	871 795	651 009
Frais de financement	4		117 104
Autres	5		
	6	871 795	769 809

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	543 268	469 242
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	149 999
Solde redressé au début de l'exercice	3	543 269	619 241
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(128 292)	20 930
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(146 720)	(91 792)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(15 859)	(5 111)
Réserves financières et fonds réservés	8	(263 688)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(554 559)	(75 973)
Solde à la fin de l'exercice	12	(11 290)	543 268
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	362 813	425 240
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(1)	(149 999)
Solde redressé au début de l'exercice	15	362 812	275 241
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	5 746	82 461
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	15 859	5 111
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	21 605	87 572
Solde à la fin de l'exercice	22	384 417	362 813
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	411 544	416 301
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	29 900	
Solde redressé au début de l'exercice	25	441 444	416 301
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(52 633)	116 258
Activités d'investissement	27	(82 200)	(121 015)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	263 688	
Financement des investissements en cours	29		
	30	128 855	(4 757)
Solde à la fin de l'exercice	31	570 299	411 544

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 (109 035)	()
	41 (109 035)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	42 ()	()
	43 (109 035)	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
	44	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement		
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 (109 035)	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (2 932 796)	(3 698 621)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (2 932 796)	(3 698 621)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 2 846 573	765 825
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	52	
Excédent de fonctionnement affecté		
	53	
Réserves financières et fonds réservés		
	54	
	55 2 846 573	765 825
Solde à la fin de l'exercice	56 (86 223)	(2 932 796)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 9 878 361	9 613 390
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58 (1 913 370)	
Solde redressé au début de l'exercice	59 7 964 991	9 613 390
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	60	
Excédent de fonctionnement affecté		
	61	
Variation résiduelle de l'exercice		
	62 (2 781 633)	264 971
Solde à la fin de l'exercice	63 5 183 358	9 878 361

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>330 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>330 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>330 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	8	9	10	11	12	13	14
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 8 | 5 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 4 | 0 | 4 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[2 | 5 | 7] , [8 | 3] \$
Égout	2	[1 | 7 | 9] , [2 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 3 | 0] , [1 | 7] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau petit commerce	294,4500	4	
Eau gros commerce	437,9800	4	
Égout petit commerce	204,9200	4	
Égout gros commerce	304,8300	4	
Ordure gros commerce	325,0800	4	
ordure petit commerce	268,6100	4	
Ordure récréa	294,7200	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	131 614	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	313	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2024 route 148
(no) (rue)
Pontiac J0X 2G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chevrier-bottrill.ginette@municipalitepo

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvain Bertrand

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom J. Ethier CPA Inc.

Titre CPA auditrice, CGA

Adresse 1698 route 105
(no) (rue)
CHelsea, Qc J9B 1P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 459-1115
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 459-1117
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Ethier

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvain Bertrand , atteste que le rapport financier de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pontiac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pontiac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (230 127) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,7987 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-28 14:36:40

Date de transmission au Ministère : 2014/04/28

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Pontiac

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

Déposé le "2014-04-28"

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 323 779	6 784 320	6 508 246
Investissement	2			1 048 850
	3	6 323 779	6 784 320	7 557 096
Charges	4	6 697 797	7 014 447	6 519 458
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(374 018)	(230 127)	1 037 638
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	) (	1 048 850)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(374 018)	(230 127)	(11 212)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	297 921	493 544	469 446
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	185 421 ) (	276 276 ) (	162 234)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	5 200 ) (	200 007 ) (	230 769)
Excédent (déficit) accumulé	12	266 718	84 574	(106 927)
Autres éléments de conciliation	13			62 626
	14	374 018	101 835	32 142
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		(128 292)	20 930

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 827 573	3 674 181
Autres	2	263 383	419 300
	3	2 090 956	4 093 481
Passifs			
Dette à long terme	4	8 366 800	5 343 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	1 319 086	3 804 889
	7	9 685 886	9 148 089
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(7 594 930)	(5 054 608)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	13 544 727	13 166 476
Autres	10	199 799	151 322
	11	13 744 526	13 317 798
Excédent (déficit) accumulé	12	6 149 596	8 263 190

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	(11 290)	543 268
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14	384 417	161 445
-	15		75 085
-	16		1 351
-	17		2 440
-	18		5 272
-	19		7 211
-	20		7 999
-	21		97 094
-	22		4 916
	23	384 417	362 813
Réserves financières	24	81 604	75 000
Fonds réservés	25	488 695	336 544
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	(109 035) ()
Financement des investissements en cours	27	(86 223)	(2 932 796)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 183 358	9 878 361
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	6 149 596	8 263 190

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	4 583 257	4 657 033	4 532 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	317 405	316 693	317 841
Quotes-parts	3			
Transferts	4	892 147	1 223 761	880 171
Services rendus	5	77 310	70 526	70 932
Autres	6	453 660	516 307	706 412
	7	6 323 779	6 784 320	6 508 246
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			985 665
Autres	11			63 185
	12			1 048 850
	13	6 323 779	6 784 320	7 557 096

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	174 859	174 859	174 859	160 401
Autres	2	874 516	885 486	914 879	816 286
Sécurité publique					
Police	3	1 144 272	1 144 272	1 144 272	1 144 382
Sécurité incendie	4	407 540	400 055	471 335	393 338
Autres	5	21 200	34 168	34 168	20 792
Transport					
Réseau routier	6	1 601 096	1 716 779	1 883 651	1 735 651
Transport collectif	7	20 000	20 000	20 000	20 000
Autres	8	138 965	136 817	136 817	140 029
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	185 034	208 360	413 215	430 856
Matières résiduelles	10	698 367	685 139	686 397	733 728
Autres	11	66 481	75 419	75 419	58 072
Santé et bien-être	12	5 845	4 406	4 406	4 556
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	437 552	437 916	440 332	401 651
Promotion et développement économique	14	72 000	41 369	41 369	14 846
Autres	15				
Loisirs et culture	16	322 642	272 315	289 785	248 898
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	229 507	283 543	283 543	195 972
Amortissement des immobilisations	19	297 921	493 544 (	493 544)	
	20	6 697 797	7 014 447	7 014 447	6 519 458

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3